

Hiérarchies sociales et stratifications

I. Les hiérarchies collectives

A. Stratification sociale et hiérarchie : une définition

La stratification sociale renvoie à la division de la société en groupes sociaux hiérarchisés et relativement homogènes (fonction, revenu, culture, niveau et mode de vie). Elle correspond donc à une répartition différenciée des ressources et dessine une hiérarchie sociale particulière, fondée sur une appropriation inégale du pouvoir, du prestige et de la richesse. Cette structure sociale est une donnée universelle (**Dumézil**).

La stratification sociale peut être définie comme un arrangement ordonné incorporant les hommes, les richesses, les pouvoirs, les symboles. Elle requiert des différenciations, une organisation hiérarchique des éléments différenciés, un ordre liant les hiérarchies dans un système de large extension. [...] Il régit la répartition inégale des biens, du pouvoir, du prestige, des signes et des symboles. » (G. Balandier, anthropo-logique, 1974)

Origine d'une telle structure ?

<p>Nécessaire différenciation fonctionnelle des tâches</p> <p>• K. Davis et W. Moore :</p> <p>La hiérarchie sociale comme produit de la DT (approche fonctionnelle) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toute société repose sur un modèle de DT qui distingue les différents emplois et tâches que se distribuent entre les membres de la société - chaque emploi ou activité requiert un apprentissage dont la durée est variable - il en résulte que le degré d'interchangeabilité entre les individus varie selon les tâches <p>Le degré d'interchangeabilité est témoin de l'importance fonctionnelle. La hiérarchie sociale est un mécanisme qui participe à la reproduction sociale, donc elle est indispensable : elle contribue au bon fonctionnement de la société en empêchant que le renouvellement des générations altère son équilibre.</p>	<p>Fondation de la propriété privée</p> <p>• J.J. Rousseau (<u>Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes</u>, 1753) :</p> <p>La stratification ou hiérarchie sociale est indissociable de la question de l'inégalité, et leur origine remonte à la fondation de la propriété privée : « <i>Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisait de dire : ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile</i> ». Cette idée, selon Rousseau, n'a pu se former qu'au terme d'un long processus historique. De plus, dès lors que la propriété privée est instaurée, la DT devient une nécessité. C'est donc au terme de cette évolution que la DT fonde effectivement la société.</p>
--	--

Enfin, on peut noter l'apport d'**Adam Smith**, qui en développant un « modèle du marché », abandonne la question des origines des hiérarchies sociales pour se pencher sur celle de leurs mécanismes (du « pourquoi ? », on passe au « comment ? ») : les individus qui forment un ensemble social connaissent des besoins et des préférences qui sont à l'origine d'une demande et d'une offre, c'est par rapport à elle que les différentes activités sociales et leur rémunération se définissent.

B. Les grands principes de classification

Les individus sont porteurs de caractéristiques naturelles et sociales auxquelles chaque société confère une certaine valeur qui déterminera ou influencera les privilèges et la position de l'individu.

Critères : appartenance socioprofessionnelle, le sexe, l'âge, la génération, l'ethnie, la religion, le clan, le lignage, le diplôme, le revenu, le patrimoine, le lieu de résidence...

C'est en fonction de ces critères que les individus se répartissent dans les différentes positions sociales et revêtent les statuts qui leur sont associés. Les individus partageant le même statut, ou la même position sociale, forment alors collectivement un groupe social. Le groupe social apparaît donc comme « *une unité collective réelle mais partielle directement observable et fondée sur des attitudes et des pratiques collectives* » (**G. Gurvitch**). Les positions relatives de ces groupes sociaux forment la stratification sociale qui « *constitue l'armature de toutes les sociétés* ».

Les inégalités sont organisées en un agencement spécifique : elle forment un système plus ou moins reconnu et accepté.

Quatre critères fondamentaux de la stratification sociale

Universalité	Conflictualité	Historicité	Hétérogénéité
--------------	----------------	-------------	---------------

II. La construction des classifications sociales : la grille des PCS de l'INSEE

A. Principes de classification et évolution des nomenclatures socioprofessionnelles

L'élaboration d'une classification socioprofessionnelle par l'INSEE est une entreprise d'une envergure considérable qui consiste à donner une représentation de la société : mettre en ordre et donner forme au monde social.

La grille de 1982 :

25 000 actifs → 450 professions/profils personnels → 32 catégories d'actifs → 6 groupes sociopro

La démarche s'inscrit dans une logique économique et professionnelle. La profession constitue donc le premier critère. Mais la grille résulte aussi d'une volonté de faire des six grands groupes des milieux sociaux relativement homogènes (pratiques sociales, mode et niveau de vie). Donc il y a aussi une logique sociale et culturelle, qui introduit d'autres critères : le statut (salariné ou non-salariné) le niveau hiérarchique, la taille de l'entreprise, le secteur d'activité, le statut privé ou public de l'employeur.

B. La nomenclature des PCS en débat

Objection faite à la	Hétérogénéité des groupes	Incertitudes relatives à la
----------------------	---------------------------	-----------------------------

nomenclature	socioprofessionnels définis	technique de codage fondée sur des noms d'activités professionnelles
Réponse de Desrosières et Thévenot	Dans les sociétés modernes, les critères d'appartenance sociale sont multiples (culturels, professionnels, économiques) : l'hétérogénéité rend donc compte de cette multiplicité	Les incertitudes sont inhérentes au monde social lui-même. La définition des activités professionnelles est fluctuante. Elargir les intitulés permet de réduire cette incertitude au prix d'un supplément d'approximation, et de rendre compte des regroupements qui s'opèrent spontanément dans la vie sociale et professionnelle. Enfin, pour des questions d'opérationnalité, l'infinie variété des cas doit être restreint en un nombre fini de classe.

La bidimensionnalité de la grille (économique, professionnelle, juridique + sociale et culturelle) lui confère son efficacité heuristique. Les niveaux de qualification et de diplôme, les statuts, les pouvoirs hiérarchiques et les types d'activités permettent la mise en équivalence constitutive de la catégorie.

Desrosières et **Thévenot** considèrent donc que ces catégories constituent une base solide permettant de produire un savoir cumulatif à partir des résultats d'enquêtes qui peuvent corroborer la grille et la contraindre à s'adapter. Les catégories statistiques seront d'autant plus réelles que les groupes concernés auront affirmé leur existence collective par des actions de représentation. Mais, l'existence même de la grille leur donne des raisons de le faire (constructivisme). Enfin l'existence et l'utilisation de la grille ne sont pas exclusives d'autres approches scientifiques du social. En jetant un regard différent sur la réalité sociale, elles permettent de compléter la vision objectivante du sociologue statisticien.

Les classifications socioprofessionnelles sont des outils de mise en ordre de la réalité sociale à des fins de connaissance, mais surtout à des fins pratiques.

Lloyd Warner : la stratification sociale comme hiérarchie statutaire :

Entre 1930 et 1935, enquêtes à Yankee City : étude monographique pour une approche originale de la stratification sociale.

Plutôt que d'adapter une grille théorique préconçue pour conduire l'analyse des hiérarchies sociales, il met au point deux méthodes dans le but de révéler les hiérarchies sociales existantes dans le plus grands respects des faits :

Primat aux représentations subjectives : Recours à des « informateurs » qui sont interrogés sur leurs représentations de la hiérarchie sociale, puis à qui l'on demande de regrouper les personnes en classes. L'accumulation de données permet de comprendre comment les individus perçoivent les hiérarchies sociales.	Primat à l'objectif et au quantitatif : Le sociologue construit un indice statutaire à partir d'éléments comme le revenu, la profession, le type d'activité, le type de logement ou de quartier, afin d'apprécier de manière objective la stratification.
---	--

Enfin, soulignons que la grille offre avant tout une représentation statistique de la société, elle obéit donc à des règles techniques, indispensable pour que la grille soit opératoire. Mais il s'agit également d'une représentation politique, car la grille, en mettant en avant des critères de classement en adéquation avec les conceptions de la hiérarchie sociale qui circule dans la société, traduit un ordre social. Ainsi la nomenclature produit des effets de classement. La grille est aussi une représentation cognitive, car une fois définies et mises en fonctionnement par la classification, les CSP vont se diffuser et faire partie des connaissances ordinaires des agents sociaux. D'où la nécessité d'un questionnement sur l'abstraction statistique, possédant 2 dimensions :

<p>Épistémologique : la statistique est-elle un langage permettant une intelligence du social ?</p> <p>C'est là l'opposition entre réalistes et relativistes.</p>	<p>Sociologique : action et représentation ne sont pas séparées dans la réalité. Tout conflit social à dimension matérielle est indissociable d'une lutte symbolique visant à légitimer les diverses positions. Ce langage technique qu'est la statistique n'est pas produit d'un lieu extérieur au social.</p> <p>Dans les sociétés modernes, la lutte des classements est un élément fondamental.</p> <p>• P. Bourdieu : le pouvoir politique est par excellence le pouvoir d'imposer une vision des divisions, et de manipuler la structure objective de la société.</p>
---	--

Les théories de la stratification sociale

I. La théorie des classes sociales de Karl Marx

A. Capitalisme et classes sociales

L'opposition entre groupes sociaux est une donnée universelle propre à toutes les sociétés engagées dans un processus historique. Dans le capitalisme, cet antagonisme est fondé sur la détention des moyens de production par la bourgeoisie. Elle transforme en permanence les forces productives à travers la concurrence, l'innovation et la hausse du volume du capital, mais les rapports de productions restent essentiellement inchangés.

C'est parce que la chose la plus précieuse que nous possédons est le temps, que le critère le plus juste de l'échange réside dans le temps de travail nécessaire à la production des différentes marchandises : théorie de la valeur-travail.

Mais la force de travail dans le capitalisme est une marchandise comme une autre faisant l'objet d'une offre et d'une demande. Elle possède donc une valeur (quantité de travail nécessaire à son entretien et à sa reproduction) qui correspond à sa rémunération.

Or le capitaliste fait un usage de cette force de travail dont découle la plus value, totalement accaparée par le capitaliste : c'est l'exploitation.

Les travailleurs acceptent cet échange inégal car ils sont matériellement et structurellement tenus de poursuivre leur activité : ils ne possèdent ni moyen de production, ni moyen de subsistance. Ensuite, les travailleurs sont formellement libres de négocier leurs conditions de travail par l'intermédiaire du contrat qu'ils passent avec

le capitaliste. Mais ils sont également en concurrence les uns les autres, du fait de « l'armée de réserve industrielle », bloquant toute hausse des salaires. L'absence d'organisation des travailleurs conditionnerait leur exploitation.

Le travailleur n'est pas en situation de prendre la mesure de son exploitation.

B. Classes sociales et conflits

Dans ses textes économiques, **Marx** reprend les trois classes des économistes classiques (travailleurs, entrepreneurs, propriétaires fonciers), dans ses textes historiques, il en repère sept, et dans ses textes sociopolitiques, il insiste sur l'antagonisme bourgeois prolétaire.

<p>L'appartenance de classe est d'abord déterminée par la place occupée dans les rapports de production. Ceux qui sont privés de la propriété des moyens de productions sont irrémédiablement placés en situation de subordination vis-à-vis des détenteurs des moyens de production. Ils sont enfermés dans un mécanisme de domination.</p>	<p>La place dans les rapports de production détermine ainsi l'homogénéité des conditions de vie à l'intérieur d'une classe. En délimitant de manière stricte l'accès aux biens des membres d'une classe, les rapports de production instaurent une relation aux besoins et à la nécessité différenciée d'une classe à l'autre. On parle alors de « <i>classe en soi</i> ».</p>	<p><u>Déterminisme économique du matérialisme marxiste :</u> A l'identité des conditions de vie, communes aux membres d'une classe, correspondent des intérêts identiques qu'ils partagent : « <i>ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence qui détermine leur conscience</i> ». La conscience de classe émerge dès lors que les intérêts communs apparaissent clairement à l'esprit des membres de la classe, celle-ci devient une « <i>classe pour soi</i> » cette prise de conscience permet la mise en œuvre d'une organisation collective, préalable indispensable à l'action collective. La lutte des classes transforme le prolétariat en classe ouvrière.</p>
--	--	---

Ainsi, **Marx** fonde une praxis, et propose une analyse complète de la société capitaliste du XIX^e siècle, en montrant comment les aspects économiques se combinent aux aspects sociaux, juridiques et politiques de façon à produire une structure sociale et des rapports sociaux particuliers.

II. Max Weber et l'analyse de la stratification sociale

A. Les classes sociales se définissent d'un point de vue économique

Max Weber opte pour une approche nominaliste des classes sociales : il n'y a de classe sociale que d'un point de vue économique : « *chance typique qui, dans un régime économique donné, résulte du degré auquel et des modalités d'utilisation selon lesquelles*

un individu peut disposer ou ne pas disposer) de bien et de service ». Une classe réunit des individus dont les situations sous ces deux aspects sont identiques :

Patrimoine, ie propriété d'actifs économiques ↓↓ « classe de possession » (les rentiers, les pauvres, les déclassés, les classes moyennes)	Place occupée dans le processus de production, ie lien entre la situation économique de l'individu et l'accès aux bien et aux services qu'elle autorise ↓↓ « classe de production » (les entrepreneurs industriels, les professions libérales, les travailleurs, les petits fonctionnaires)
---	--

Weber insiste sur le fait que les passages d'une classe à l'autre existent, mais surtout montrent que partager une situation économique identique ne suffit pas.

La possibilité d'une ascension professionnelle par l'amélioration des compétences professionnelles ou par une ascension sociale par l'éducation n'est pas à écarter.

Surtout, l'articulation de ces différentes classes n'est ni donnée, ni stable : il est donc assez improbable qu'une grande opposition entre les privilégiés et les défavorisés voit le jour.

Finalement, lutte des classes ou action de classe restent des éventualités conditionnées par un certain nombre d'éléments : un conflit d'intérêt direct, concret et évident comme celui qui existe entre les travailleurs et les patrons.

Ainsi, pour Weber, le mouvement de classe ne peut surgir que si les objectifs proposés par ses dirigeants sont compréhensibles par le plus grand nombre. De plus, un conflit de classe suppose la présence de masses : ne nombreux individus doivent partager une « situation de classe » identique.

B. Le prestige et le pouvoir sont à l'origine d'autres modes de stratification

Les conditions et les intérêts économiques dessinent une échelle hiérarchique certes importante mais non unique. Il y a d'autres formes de stratification sociale.

Le prestige et l'honneur social sont des éléments qui définissent le statut de l'individu. Le mode de vie, l'éducation, la fonction sociale ou même la naissance font l'objet d'une valorisation sociale différenciée et assurent, dans certains cas, un rang enviable dans la société en terme de considération.

La situation de classe et la condition statutaire ne se recoupent pas. La place dans l'ordre social n'est pas donnée par la place occupée dans l'ordre économique.

Dans les sociétés modernes, les formes de stratification sont plurielles.

Si l'ordre économique est constitutif de classes, si l'ordre social est à l'origine de groupes statutaires, l'ordre politique dresse une hiérarchie fondée sur l' « *appropriation stable des chances, en particulier de commander* ». Cette stratification est de type politique dans la mesure où, dans les sociétés modernes, la forme suprême de commandement réside dans l'Etat comme « *entreprise politique de caractère institutionnel* » doté du « *monopole de la contrainte physique légitime* ».

Stratification économique	Stratification sociale	Stratification politique
Classe sociale, fondé sur les ressources et la fonction économiques	Groupe statutaire, fondé sur le prestige social	Partis politique, fondé sur le pouvoir

III. Les théories contemporaines

A. Classes sociales et conflits dans l'analyse de Ralf Dahrendorf

La société est un ensemble structuré, organisé autour d'une régulation des conduites humaines qui, tout en donnant aux relations sociales un caractère prévisible et rationnel, ne peut empêcher le développement de relations conflictuelles, dans lesquelles se trouvent différences de réputation, de statuts et de richesses.

Si Marx a eu raison d'insister sur le conflit comme catégorie d'analyse, il a en revanche eu tort de ramener tous les conflits sociaux aux conflits de classes et de leur assigner pour origine les rapports de production, car ainsi défini, le conflit de classes ne structure pas l'ensemble des conflits sociaux.

Derrière tout conflit est en jeu ou en question une distribution différenciée de l'autorité.

Le pouvoir renvoie à la contrainte imposée par une personne à une autre lors d'une interaction (relation de puissance) ≠ l'autorité qui est un rôle social, et donc qui suppose un cadre institutionnel.

Les rôles sociaux sont divers et connaissent, tout comme groupes, une différenciation continue sous l'effet notamment du processus de division du travail. Cette différenciation s'étend aux intérêts des individus et des groupes et entraîne des conflits. Dans le cas où les intérêts communs s'étendraient à une série de groupes, les conflits de groupes se superposeraient les uns aux autres pour former un vaste conflit central... (Conflit de classes !).

Le « *paradigme des conflits de groupe* » insiste donc sur la diversification des rôles sociaux et des fonctions sociales qui produit une variété de groupes, une spécialisation de leurs intérêts, et, en conséquence, une multiplicité des conflits d'intérêts entre ces derniers.

B. Espace des positions sociales, classes et hiérarchies dans la sociologie de Pierre Bourdieu

La structuration de la société en classes sociales est l'élément premier qui permet de rendre compte de l'ensemble des pratiques et des représentations individuelles et collectives.

« *s'il y a quelque chose comme des classes dans la réalité, c'est en grande partie grâce à Marx, ou plus exactement grâce à l'effet de théorie exercé par l'œuvre de Marx* ».

L'approche en termes d'espace social de **Bourdieu** vise à surmonter l'opposition entre le réalisme et le nominalisme. Les classes sociales n'ont pas d'existence absolument objective telle que la théorie (marxiste) le conçoit. Mais cette théorie a raison lorsqu'elle appréhende de grands principes de division sociale fondés sur des différences et des inégalités prenant une dimension collective et générant des conditionnements et des dispositions partagés par des individus socialement proches.

Il existe bien des « *habitus de classe – système subjectif mais non individuel de structures intériorisées* » dont les habitus individuels sont des variantes exprimant la singularité de l'individu, individu singulier, y compris à l'intérieur de sa classe.

L'approche en termes d'espace social rend intelligible l'aveuglement social caractérisant les agents sociaux : ils n'ont qu'une vision partielle de la société ; leur connaissance de l'univers social est limitée à la région de l'espace social dans laquelle ils se trouvent.

L'espace des positions sociales que composent les individus en fonction de leurs dotations dans les différentes espèces de capital (économique, culturel, social) est lié à la théorie des champs qui prend en compte « *le processus de différenciation du monde social qui conduit à l'existence de champs autonomes* ». Chaque champ a ses propres règles et leur diversité implique nécessairement une spécialisation des capitaux.

Cette analyse comporte une dimension dynamique basée sur l'idée de stratégies de conversion des différentes espèces de capital d'un champs à l'autre. Une réussite rapide et spectaculaire dans le champ économique sera suivie d'une stratégie visant à conforter ce succès soit d'un point de vue social, soit d'un point de vue culturel ou symbolique.

Toute société connaît un ordre social dont le fondement se trouve dans la distribution du capital et qui tend à sa propre perpétuation. Cet ordre connaît à la fois des rapports de force et des rapports de sens : la lutte et les stratégies pour la conquête des différentes espèces de capital et leur reproduction concerne aussi le capital symbolique. L'exercice de la domination ne peut reposer sur la seule violence physique ou économique, mais il requiert une « *collaboration des dominés* » : les dominés doivent être convaincus du bien fondé de l'ordre social.

L'école, l'entreprise et l'Etat sont des institutions sociales participant à la reproduction sociale : elles sont capables de violence physique, mais elle requiert un pouvoir symbolique permettant d'asseoir leur légitimité en installant dans l'esprit même des individus l'acceptation de la domination (« *violence symbolique* », « *arbitraire culturel* ») : les habitus ont intégré les structures sociales objectives.

La stratification sociale selon **Ossowski**
(La structure de classe dans la conscience sociale, 1963)

→ « *schémas de gradation* » : échelles et classements continus dans lesquels les individus ou les groupes se rangent en fonction d'un, ou de plusieurs critères

→ « *schémas de dépendance* » : juxtaposition d'un ensemble réduit de groupes sociaux entretenant soit une relation de « *dépendance réciproque* » de type fonctionnelle, soit une relation de « *dépendance unilatérale* » accentuant la domination exercée par un ou plusieurs groupes sur les autres

La société française et sa dynamique sociale

IV. Les mutations des structures sociales et professionnelles

A. Le processus de tertiarisation

On décrit cette évolution comme le passage d'une société industrielle à une société post-industrielle. Du point de vue des structures sociales, cette évolution se caractérise par la poursuite du déclin des activités agricoles, le recul des activités industrielles et la rapide croissance des activités tertiaires : on parle de processus de tertiarisation.

Société industrielle
« *société où l'industrie, la grande industrie, serait la forme de production la plus caractéristique* » (**Raymond Aron**)

Salarisation, division du travail dans les entreprises, accumulation du capital, concentration ouvrière avec mise question de la propriété du capital sont typiques de la société industrielle

Ils ne disparaissent pas avec la société post-industrielle, seulement l'augmentation de l'emploi tertiaire s'accompagne corrélativement d'une baisse de l'emploi industriel provoquant un recul des grandes concentrations ouvrières et une atténuation des tensions qui caractérisent les rapports de production.

Société post-industrielle
Mutations technologiques
↓

Hausse continue de l'emploi tertiaire	Nouvelle répartition entre temps de travail et temps de loisir	Acquisition de nouveaux savoirs	Développement de la communication	Individualisme, nouvelles formes de solidarité et de participations sociales
---------------------------------------	--	---------------------------------	-----------------------------------	--

Il ne s'agit pas de mettre en avant un déterminisme technologique qui guiderait l'évolution de la stratification sociale. Bien que la technologie conditionne, elle reste le produit des activités de production et de leurs conditions sociales. La technologie est donc une « *variable lourde* » (non une « *variable déterminante* »).

La salarisation, la division du travail au sein des entreprises, le calcul rationnel et l'accumulation du capital revêtent de nouvelles significations.

L'élévation de la productivité du travail est le mécanisme par lequel le progrès technique modifie les activités productives et les emplois. La différenciation de la productivité d'un secteur de production à l'autre a des effets sur la production et sur la consommation des biens et des services issus de chacun des secteurs. L'économie de moyen, ou le supplément de richesse permis par la hausse de la productivité permet la diminution du prix relatif et l'abondance des biens et services concernés.

Société agricole

Dans le secteur agricole, une productivité moyenne suffit pour provoquer une baisse des prix relatifs et une satisfaction de la demande à moindre coût. Comme les possibilités d'augmentation de la demande de biens agricole n'est pas infinie, le stade de saturation de la demande arrive rapidement, sans que la hausse de la productivité ne cesse : la satisfaction de la demande en produit agricole exige donc un nombre de travailleurs sans cesse plus réduit : exode agricole, vers le secteur secondaire ou tertiaire

↓

Société industrielle

En dépit de la hausse spectaculaire de la productivité qui caractérise les activités industrielles, les phénomènes de saturation de la demande y sont moins contraignants, car la possibilité d'accumuler des biens matériels est importante, car le progrès technique est à l'origine des innovations de procédés (hausse de la productivité) et des innovations de produits (transformation des produits) d'où résulte un renouvellement permanent de

la demande de biens industriels qui repousse l'horizon d'une saturation. Mais le rythme intense de la productivité du travail permet d'envisager une augmentation de la production sans user davantage du facteur travail.



Société post-industrielle

Dans le secteur tertiaire, nous trouvons une configuration différente. D'une part, le rythme du progrès technique y est faible, et d'autre part la demande de services ne connaît nulle contrainte de saturation : elle croît fortement.

Daniel Bell (Vers la société post-industrielle, 1973) : la tertiarisation est une évolution inéluctable avec le développement économique : chaque vague de développement industriel requiert une vague spécifique de service nouveau, et cela a deux conséquences :

- une montée continue des niveau de formation des populations
- la structure de classe de la société industrielle s'étiolé, avec l'affirmation d'une large classe moyenne qui participe à l'atténuation des antagonismes de classe.

C. Wright Mills (Les cols blancs, 1951) : si à l'évidence l'univers des cols blancs est d'une extrême diversité, les anciens antagonismes ne peuvent réapparaître car le col blanc « *est peut-être en bas de l'échelle mais il revêt l'aspect rassurant d'un bourgeois* » : la classe moyenne est appelée à tempérer l'opposition entre la bourgeoisie et la classe ouvrière (cf. **Simmel**). La place centrale occupée par les classes moyenne modifie la stratification sociale, donne une apparence de fluidité aux trajectoires sociales et assouplit la rigidité des hiérarchies.

Mais, la croissance du tertiaire n'a pas été aussi spectaculaire que prévu : l'industrie a manifesté une vive résistance, et donc il convient d'accorder crédit aux thèses néoindustrialistes.

Jonathan Gershuny : thèse de l'économie de self-service

La satisfaction des besoins ressentis par les individus donne généralement lieu à un arbitrage entre le recours à un service ou l'achat d'un bien permettant à la personne de produire elle-même la satisfaction de ce besoin. Cet arbitrage tournera plus souvent en faveur de l'achat d'équipement qu'à l'avantage d'un achat de services, car les coûts de production des biens sont durablement orientés à la baisse du fait de la croissance et de la productivité. Les prix relatifs des biens par rapport aux services diminuent et rendent l'achat d'équipement plus attractif.

Mais il faut compter avec l'élévation du prix du temps due à la hausse de la productivité : cela modifie alors le choix entre le « faire soi-même » et le « faire faire », cette dernière option étant celle qui sera retenue par les hauts revenus.

B. Le processus de « moyennisation »

Ce phénomène a trois traits caractéristiques :

Atténuation des antagonismes sociaux entre les classes	Réduction des écarts socioéconomiques en termes de revenus, mais surtout de conditions de vie	Glissement vers le haut de la structure sociale
Par son nombre et son positionnement, la classe moyenne désamorce tout	En matière de revenus, l'extension de la salarisation a élargi les possibilités de comparaison entre	Les groupes socioprofessionnels rassemblant les personnes

<p>conflit social central, généralisé et frontal. La CM entretient des échanges permanents tant avec la classe supérieure qu'avec classe inférieure (Cf. Simmel). Elle brouille les frontières et les rend plus perméables.</p>	<p>rémunérations suivants la profession, le secteur et l'entreprise, forçant ainsi les agents à mieux justifier les écarts. La redistribution, via l'impôt à permis un resserrement des écarts. Le SMIC a exercé un effet de plancher non négligeable. L'Etat providence à permis une convergence des conditions de vie. Les valeurs d'égalité et de défense de la dignité ont participé à la réduction des distances sociales. La hausse des niveaux de formation et la scolarisation de masse, le développement des communications, le recul des appartenances de classe ont permis la diffusion d'une culture de masse imposant des styles de vie de plus en plus détachés de la situation socioéconomique des individus. La consommation de masse a donné des éléments d'homogénéisation des pratiques de consommation.</p>	<p>les plus modestes en termes de revenus et de conditions de vie connaissent une baisse de leurs effectifs. Mendras concluait une « <i>expansion de la constellation centrale</i> », dans laquelle « <i>on trouve plusieurs galaxies qui ont plus ou moins d'homogénéité et de dynamisme propre</i> ». Mais en dépit des différences sensibles de revenu ou de culture qui caractérisent ses composantes, la constellation centrale fait preuve d'une certaine unité. Il convient donc d'abandonner les anciens schémas représentatifs de la structure sociale, pour un schéma en « <i>toupie</i> ».</p>
--	---	---

Bien que la thèse de la « moyennisation » repose sur un ensemble solide d'argument et qu'elle puisse être interprétée dans le prolongement logique du processus d'égalisation des conditions, elle ne résiste pas à l'épreuve des faits :

- les emplois nouveaux occupés par les actifs qui viennent grossir les rangs de la constellation centrale sont nombreux à être peu qualifiés et mal rétribués. Plus encore, les conditions d'emploi et de revenu qu'ils offrent semblent plus défavorables que celles de l'industrie dans la mesure où les emplois à temps partiel y sont particulièrement nombreux.
- on peut conférer à l'égalisation un statut de tendance lourde, mais il n'est pas question d'en faire un processus anhistorique. Comme tout phénomène social, il demeure soumis (\neq réduit) à des conditions de possibilités sociales et historiques. Les difficultés économiques et sociales qui affectent la société française depuis un quart de siècle sont de nature à freiner le processus d'égalisation, voir à le remettre en question. Le « retour des inégalités », et même l'apparition de « nouvelles inégalités » doivent être pris en compte.
- Il y a apparition de nouveaux principes de stratification ou de hiérarchisation inconnus jusqu'à présent. L'exclusion et la précarité ne sont-elles pas devenues des principes de structuration de la société prédominants ?

V. Hiérarchies sociales et inégalité

A. Les transformations du salariat et le spectre de la société duale

Durant tout le XIXe siècle libéral, la relation de travail va être régie par le contrat librement négocié entre le patron tout puissant et les salariés forcés de vendre leur force de travail pour subsister. **Karl Polanyi** explique comment pour les besoins de

l'industrie, le travail va être transformé en une marchandise destinée à être vendue et achetée sur un marché. Jusqu'en 1830, cette société sera confrontée à la « *question sociale* », ie « *la question du paupérisme, lorsque le divorce est apparu quasi-total entre un ordre juridico-politique fondé sur la reconnaissance des droits des citoyens et un ordre économique qui entraîne une misère et une démoralisation de masse* ».

Progressivement, la relation de travail s'institutionnalise : des protections et des garanties plus solides accompagnent le contrat de travail. Selon **R. Castel**, la société salariale apparaît au milieu du XXe siècle, dans la conjoncture entre un Etat qui prend en charge la solidarité sociale et un contrôle économique, dans un contexte de plein-emploi et de forte croissance.

À partir des années 1980, chômage massif, précarisation des situations de travail, inadéquation des systèmes classiques de protection à couvrir ces états (etc) déstabilisent la condition salariale : la société salariale est battue en brèche. La vulnérabilité et la désaffiliation minent le salariat, et ce de manière hétérogène. Mais, cette « *déstabilisation des stables* » n'affecte pas les hiérarchies sociales.

Serge Paugam distingue :

- rapport au travail qui à trait à la logique productive de la société industrielle
- rapport à l'emploi qui se réfère à la logique de protection de l'Etat providence subordonnée à la situation professionnelle.

Il convient donc de relier les transformations du travail (intensification) avec celle de l'emploi (instabilité et précarité).

	Satisfaction au travail	Insatisfaction au travail
Stabilité de l'emploi	Intégration assurée Elle permet : Intégration au système social, engagement dans l'action collective, épanouissement familial et participation à la vie sociale et politique	Intégration laborieuse Elle n'implique pas le désengagement de la vie sociale. On y trouve les salariés les plus attachés aux revendications sociales, à des fins de sécurité professionnelle.
Instabilité de l'emploi	Intégration incertaine Plus grande frustration dans la vie des salariés, car un certain nombre s'aspiration sont difficilement réalisables Distanciation vis-à-vis des engagements collectifs et choix de stratégies individuelles Relâchement de la participation à la vie sociale et politique	Intégration disqualifiante Éloigne de la participation à la vie de l'entreprise et à la vie sociale. Les relations sociales sont plus limitées (sociabilité plus réduite). Processus de disqualification sociale.

Ainsi, bien que la prise en considération des nouvelles formes d'intégration professionnelle ne remette pas en question les hiérarchies sociales existantes, elle conduit à reconnaître de nouveaux clivages.

Ainsi, dès lors que les difficultés économiques, le chômage de masse et la précarité deviennent des phénomènes durables, la problématique de l'exclusion ou de la société duale concernent les sociétés riches qui avaient, jusque-là, relevé ce type de défi en créant les conditions d'un processus d'intégration économique et social.

Dans la société française, les problèmes sont triplement concentrés : concentration spatiale (« *question urbaine* », concentration des difficultés du fait qu'elles ont pour origine l'exclusion durable de l'emploi stable, concentration des handicaps avec la cumulation des difficultés (économique et socio-culturel avec la discrimination, etc...)

Mais : cette description d'ensemble n'est pas recevable :

- elle passe sous silence la diversité des situations individuelles et familiales (exemple, le stigmat collectif dont sont victime les jeunes de banlieue)
- l'exclusion ou la désaffiliation sont des processus et non des états. Il y a des inégalités intracatégorielles nettement plus marquées aujourd'hui que par le passé. Il faut donc une « *compréhension biographique du social* » (**P. Rosanvallon**) : les inégalités de trajectoire sont devenues déterminantes
- la situation d'exclusion est déterminée par rapport à une norme qui est l'intégration. Or notre société connaît un renforcement des mécanismes d'intégration sociale. Il y a là un paradoxe puisque c'est ce niveau renforcé d'intégration qui aiguise le sentiment d'exclusion. Des normes relevées par rapport aux situations passées caractériseraient les attentes des individus. Dans le même temps, les processus d'intégration primaire (par le travail), le soutien familial, l'entraide du voisinage ou la solidarité des collègues de travail reculent. On a donc un « *processus croisé d'intégration croissante et d'exclusion relative* » (**F. Dubet**).